

Historical Papers

Sens et portée du XVIII^e siècle en Amérique latine : le cas du Centre-Ouest mexicain

C. Morin

Edmonton 1975

Volume 10, Number 1, 1975

URI: id.erudit.org/iderudit/030788ar

<https://doi.org/10.7202/030788ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN 0068-8878 (print)

1712-9109 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Morin, C. (1975). Sens et portée du XVIII^e siècle en Amérique latine : le cas du Centre-Ouest mexicain. *Historical Papers*, 10(1), 41–58. <https://doi.org/10.7202/030788ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1975

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online. [<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>]



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research. www.erudit.org

*Sens et portée du XVIII^e siècle en
Amérique latine: le cas du
Centre-Ouest mexicain*

L'historiographie du XVIII^e siècle occidental n'a jamais ménagé les propos triomphants sur la puissance créatrice de ce siècle du progrès vécu et conscient. Tout paraît placé sous le signe du mouvement. L'avance agricole, l'essor démographique, la percée industrielle, la salarisation accrue, l'ascension bourgeoise, la promotion de la famille et de l'éducation, l'émergence de sensibilités nouvelles, voilà autant de traits, parmi bien d'autres, que sur la foi de traditions solidement établies ou en accord avec de récentes enquêtes on attribue à tort ou à raison au XVIII^e siècle. Et cela avec d'autant plus d'aisance que le XVII^e siècle apparaît sous les sombres couleurs d'une dépression des productions humaines ou matérielles, d'une atonie des échanges et d'une crise des Etats, dont les historiens ont exagéré, ainsi qu'on le constate maintenant, à la fois l'ampleur et la durée. Il ne saurait faire de doute cependant que le XVIII^e siècle européen marque le départ d'une croissance soutenue, celle liée au développement du capitalisme, et le recul irrémédiable et concomitant de la civilisation traditionnelle. Par ses initiatives économiques, ses affrontements sociaux, ses innovations politiques et ses audaces spirituelles, le XVIII^e siècle posa les conditions pour le triomphe définitif de la société capitaliste.

Ce n'est pas le lieu d'amorcer une critique de ce schéma, certes simplificateur comme tous ses pairs, mais juste dans ses grandes lignes. L'important est de reconnaître à quel point cette vision optimiste a infléchi la perception que les historiens ont eue du XVIII^e siècle latino-américain. Les écrits de Humboldt, en raison des générations de travaux qu'ils ont nourries, n'ont pas peu contribué à façonner l'image d'un siècle brillant et prospère. Aussi nulle part mieux qu'en Nouvelle-Espagne n'a-t-on vu se consolider une version positive de l'époque bourbonnienne. Dans son livre *El siglo ilustrado en América*, Eduardo Arcila Farias inscrivait à l'actif des politiques de Charles III l'accroissement de la production et du commerce, la modification des conditions de travail et même une redistribution du capital. Plus récemment, D.A. Brading nous offrait un "Bourbon Mexico" marqué au sceau de la régénération administrative et de l'expansion économique. Malheureusement, l'un et l'autre, en concentrant leur attention, à l'instar de

leurs devanciers, sur la période ouverte par la visite de Gálvez en 1765, nous interdisent une connaissance des fondements socio-économiques du réformisme bourbonien et une appréciation correcte de son impact sur la société mexicaine. Une perspective longue, en gros séculaire, ne saurait suffire. Comme il est question de croissance, le recours au quantitatif s'impose. De même, les impératifs de la recherche sur archives joints aux exigences de la méthode sérielle commandent un cadre régional.¹

Cette triple option est à l'origine de la présente étude. J'ai choisi pour "terrain" le Centre-Ouest, c'est-à-dire cet assemblage de paysages complémentaires qui composaient l'antique diocèse du Michoacan, un triangle couvrant environ 175 000 km² et à l'intérieur duquel les Bourbons allaient découper trois intendances. La prééminence de l'évêché dans la définition de notre territoire s'explique d'abord par les sources: les archives diocésaines ont livré les meilleurs contingents de chiffres continus indispensables à nos analyses démographiques et agricoles. Elle est justifiée en outre par des objectifs comparatifs: par quelles distorsions les croissances se manifestent-elles dans l'espace? Car les frontières diocésaines enserrant de fait plusieurs régions: le *Bajío* céréalier et manufacturier avec ses prolongements montagneux riches en ressources minéralogiques, ancien domaine des nomades, zone d'immigrations multiraciales; un Michoacán tempéré, parsemé de villages indigènes un temps concédés en nombreuses *encomiendas*, puis aux prises avec des *haciendas* expansionnistes; au sud, des terres chaudes rapidement vidées de leurs habitants, lentement repeuplées par des troupeaux et des Noirs. Entre ces étages écologiques, d'incessants déplacements d'hommes, de bêtes, de produits et une expérience commune, l'insurrection des curés — "guérilleros" qui eut le diocèse comme principal théâtre.

A la limite, il n'est d'histoire scientifique que du mesurable. La statistique cristallise des faits humains sans elle plus insaisissables encore. J'ai donc cherché avant tout à prendre la mesure du siècle au moyen de chiffres annuels, de séries continues. L'"investigation sérielle", plus attentive aux mouvements qu'aux niveaux, tire parti de la vocation ponctuelle des chiffres en les regroupant en chaînes. L'approche conjoncturelle n'a d'autres ambitions que de proposer une périodisation valable pour plusieurs niveaux de la réalité socio-économique et d'entrevoir, par la confrontation de familles de courbes, de possibles relations de causalité. Ainsi voit le jour une chronologie nouvelle, à la hauteur des destins collectifs, en rupture avec le temps politique à visage dynastique de l'historiographie régnante. Mais il ne suffit pas de compter. Voilà pourquoi la macro-observation fondée sur des comptages globaux et massifs, préférablement sériels, alterne avec les tests microscopiques qui, à la manière de sondages sur des aires réduites, apportent

nuances et confirmations. Cette approche ponctuelle, inséparable de la vision d'ensemble, a aussi pour mission de restituer le concret dans sa valeur représentative, d'imprégner l'économique du social, de faire apparaître la vie des hommes, d'atteindre l'"innombrable". On ne pourrait clore ce résumé de méthode sans rappeler que toute mise en oeuvre de documents numériques commande une critique préalable et que celle-ci exige une connaissance des institutions qui les ont établis. Qui ignorerait ce principe s'exposerait à bâtir sur le sable.

Le mouvement de la population

Commençons par la population. Pareille démarche n'implique pas que l'on reconnaisse au fait démographique le rôle de "premier moteur" dans le déclenchement, puis dans l'entretien d'un processus d'augmentation durable du produit social. Elle admet simplement que le nombre des hommes est un facteur important dans le développement des forces productives et que ses variations peuvent nous instruire sur les transformations d'une économie et de la société qui enveloppe celle-ci.

Dans le cas de la Nouvelle-Espagne, la cause semble avoir été entendue une fois pour toutes, au début du siècle dernier, avec la publication de l'*Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*. Tout le livre 2 était consacré à la discussion, chiffrés à l'appui, de l'état du peuplement en cette fin du XVIII^e siècle. Au vu du solde largement excédentaire du mouvement naturel, Humboldt avançait que la population de la Nouvelle-Espagne devait doubler tous les 19 ans, intervalle qu'il crut bon de porter à 36 ou 40 ans. Cette évaluation, remarquable en son temps compte tenu des moyens du bord, devait dispenser des générations d'historiens de revenir sur la question.²

A l'échelle régionale, les recherches n'ont guère progressé, exception faite des travaux de Cook et Borah. Dans un livre récent, D.A. Brading attribue à l'intendance de Guanajuato un accroissement de 270 pour cent entre 1742 et 1810, sa population passant de 156 140 à 576 000. Il convient, pour notre propos, de faire la critique de ces chiffres. Le premier est emprunté à l'élaboration, par Gerhard, des données publiées dans le *Theatro americano*. Un retour aux sources utilisées par Villasenor y Sánchez — le recensement de Fuenclara — ou ce qu'il en reste pour le Guanajuato révèle une grave évaluation par défaut. Le second reprend les projections de Navarro y Noriega, assises sur le recensement de Revillagigedo, et qui font une place trop généreuse à la dissimulation et au croît naturel. La confrontation des deux blocs documentaires conduit à exagérer démesurément l'expansion démographique.³

Or des sources existent, qui permettent des approximations plus satisfaisantes. Les unes couvrent l'ensemble du diocèse; d'autres ont pour cadres les districts ou les intendances; la plupart sont des dénombrements paroissiaux. Entre les quelques enquêtes ou recensements généraux (comme ceux de 1760 et de 1792) et la multitude des chiffres locaux pour diverses années, des opérations de raccordement sont praticables; il suffit de calculer les pourcentages d'accroissement entre deux dates, de les traduire en taux annuels, puis, sur la base d'un échantillon respectable, de les appliquer à notre ensemble à la manière d'une interpolation ou d'une extrapolation selon qu'on cherche à reconstituer le mouvement intercensal ou à estimer la tendance à partir d'un solide point d'appui. Le tableau I illustre le procédé qui se réduit à une comparaison entre les données de l'enquête de 1760 — elle fournit pour chaque paroisse le nombre de fidèles de sept ans et plus — et celles compilées à même des séries de recensements paroissiaux contemporains.⁴

A partir de sources concordantes dans leur diversité et mutuellement contrôlées ou épaulées, on peut proposer huit paliers pour le mouvement de la population pascalisante (de sept ans et plus):

1700: 150 000	1745: 315 000	1796: 675 000
1726: 260 000	1760: 430 000	1810: 800 000
1736: 320 000	1785: 675 000	

De tous ces chiffres, c'est le dernier qui s'avère le moins sûr parce que non confirmé par l'allure étale des courbes baptismales vers 1800-1810, celle de León mise à part (cf. Gr. 1). La courbe des pascalisants porte témoignage sur l'évolution de la population potentiellement laborieuse, sur l'adulte, le travailleur par excellence, mais aussi sur l'enfant productif assujéti très tôt à de menus travaux contre une pitance ou un chétif salaire. Ses variations renseignent donc sur les fluctuations de la main-d'oeuvre dans une économie où, à la différence de l'économie ouest-européenne, les blocages sont liés à une offre insuffisante de bras plutôt qu'à une offre limitée de terres.

En résumé, entre 1700 et 1800, la population du Centre-Ouest a frôlé le quintuplement. Et cela, en dépit des freinages violents qu'ont représentés des crises de mortalité: l'épidémie de 1737-1739, par exemple, a massacré entre le cinquième et le sixième des confessants, la disette de 1786 en emporta le septième. Le quintuplement ne constitue pas un fait insolite dans l'Amérique latine du XVIII^e siècle; les populations du Chili central et de la Nouvelle-Galice ont fait tout aussi bien, voire mieux.⁵ Mais il ne faut pas perdre de vue la périodisation que sous-tend cette multiplication des hommes. Le Centre-Ouest arriva presque à tripler ses effectifs en 60 ans, pour ensuite échouer à les doubler avant 1810. Du coup, se profile avec netteté le dynamisme démographique de ce XVIII^e siècle d'avant les réformes

bourbonniennes. Un détour par la production et la fiscalité devrait éclairer ce contraste.

Le mouvement de la production

Face à la multiplication prodigieuse des hommes, comment évolue la production globale des ressources et des richesses? Question fondamentale pour une appréciation de la croissance. Les sources permettent-elles toutefois de formuler plus qu'une réponse estimative et ponctuelle? Avant l'avènement du capitalisme, aucune classe, aucun groupe, pas même l'État, ne cherchaient à compiler des statistiques suivies sur la production comme telle et à se doter d'instruments de mesure du progrès matériel. La production n'intéressait les élites que pour les revenus qu'elle pouvait leur procurer sous forme de rentes, de dîmes ou de redevances. Seule la réalisation d'un prélèvement — parfois aussi sa prospection — déterminait l'établissement d'une comptabilité. Voilà pourquoi tous nos chiffres de production auront l'impôt comme support institutionnel.

Les quantités agricoles sont les plus secrètes de toutes, particulièrement dans les sociétés où prédomine l'autoconsommation. L'historien du monde rural n'est cependant pas démuni. Il dispose pour l'étude de la production agricole d'une source longtemps négligée, les comptabilités décimales. La dîme constitue avant tout et par définition l'instrument de mesure d'un revenu ecclésiastique; à ce titre, elle représente une partie du surplus extorqué aux exploitants agricoles par un groupe des dominants. Mais elle peut être aussi un instrument de mesure de la conjoncture agricole. Quantité de livres nous sont parvenus, qui consignent pour chaque district, année après année, la liste des décimables et des quantités dîmées. Leur exploitation peut difficilement dépasser le cadre d'une dîmerie, les lacunes étant généralement trop fréquentes pour que soit possible une couverture régionale. Pour une vision à l'échelle régionale et diocésaine, il faut, délaissant les dîmes-nature, observer les dîmes-argent.

Nous sommes parvenu, au terme de longues fouilles, à construire une série ininterrompue de données annuelles sur le produit décimal en argent pour l'ensemble du diocèse de Michoacán entre 1630 et 1810. Pour les besoins de notre étude, seules les données de la période 1680-1810 ont été portées sur le graphique 2. Vu de haut, le diagramme trace une montée allègre à peu près continue. Entre 1700 et 1810 s'affirme un honorable quintuplement. Cependant, l'interprétation de la courbe décimale pose d'énormes difficultés dès que l'on cherche à déduire du mouvement de la dîme l'évolution sous-jacente de la production agricole. Les fluctuations du revenu décimal cumulent les oscillations de la production et les variations des

prix. A une baisse de la production correspond une hausse des prix et vice-versa. Mais ces deux déplacements de sens contraires peuvent ne pas s'annuler. Cela signifie que la courbe décimale en argent peut, dans le court terme, fausser la lecture du mouvement de production; les pointes de 1693-1696, de 1749-1750, par exemple, sont imputables à une cherté jaillie de la pénurie; le repli de 1761-1767 est lié à un effondrement des cours. Dans le long terme, l'augmentation du revenu décimal n'exprime pas nécessairement une croissance de même grandeur du produit agricole brut; ainsi, l'ascension vigoureuse — de l'ordre de 150% — notée en aval de 1767 correspond à la montée générale des prix dénoncée de partout entre 1770 et 1810. D'un long examen des variables qui ont influé sur la hausse du revenu décimal, il ressort que le produit réel n'a pas augmenté au même rythme que les dîmes en argent. Au risque de passer pour téméraire, nous avancerons que l'augmentation du produit agricole brut régional n'a pas dû atteindre le doublement entre 1760 et 1810, alors qu'elle avait vraisemblablement surpassé cette marque entre 1700 et 1760.⁶

Que l'on retrouve les mêmes tendances pour la production minière, cela ne va pas sans étonner (cf. Gr.3). C'est pourtant la leçon proposée par le cas du Guanajuato, centre qui produisit, à en juger par la courbe des frappes monétaires au XVIII^e siècle, entre le quart et le cinquième de l'argent mexicain. Les gains les plus impressionnants en termes de rythmes de croissance se situent en amont de 1750. L'épisode 1766-1777, salué comme un décollage, se réduit, en fait, à une récupération. Par la suite, l'élan demeure timide, scandé d'éruptions et de dépressions; aucun essor qui rappellerait les décades conquérantes du premier XVIII^e siècle. En 1809, la production s'élevait à 5,2 millions, quand déjà, vingt années durant, elle avait, année commune, frôlé le plafond des cinq millions.

Le mouvement des frappes monétaires à Mexico, mis à part l'intermède dépressif de 1758-1767, est ascendant jusqu'en 1810. Les rythmes d'accroissement favorisent ici la seconde moitié du siècle; l'avantage toutefois demeure modeste. Encore une fois, pris au mirage des chiffres absolus, on semble avoir surestimé l'élan d'après 1767. Certes, celui-ci s'accompagne d'une concentration; il tend au gigantisme des installations; il met en jeu des moyens financiers souvent énormes pour l'époque, de l'ordre du million, et témoigne par ce biais d'une disponibilité accrue de capitaux pour l'"aventure" minière. Mais il se manifeste surtout dans les centres miniers du Nord auxquels la Couronne réserve ses avantages fiscaux afin de contrebalancer des frais de production gonflés par l'éloignement.

Le "tour de vis" fiscal

Cette fameuse croissance du second XVIII^e siècle, c'est dans le commerce et dans la fiscalité qu'il faut la chercher. Les comptes de la

trésorerie de Guanajuato permettent de suivre sur près d'un siècle les fluctuations annuelles des recettes royales (cf. Gr.4). En début d'observation, les revenus affluent au rythme de 200 000 pesos par an, provenant à 99% de l'activité minière; à la fin du siècle, le débit est de six à sept fois plus important, aux deux tiers d'origine minière. D'autre part, les rentrées fiscales de la caisse de Valladolid font plus que doubler en l'espace d'une décennie.

La ponction fiscale était très lourde à l'aube du XIX^e siècle. D'après certains calculs qu'on ne peut reproduire ici, la Couronne retirait du Centre-Ouest, sous divers chefs, par des impôts directs et surtout indirects, plus de 4 millions de pesos annuellement; or, le produit brut régional peut être estimé à quelque 20 millions. Cette pesée globale n'a évidemment d'autre prétention que de fixer des ordres de grandeur, des seuils de probabilité. En tout état de cause, il paraît raisonnable d'avancer que le prélèvement étatique opérait une ponction de l'ordre du cinquième, peut-être même du quart. Peut-on affirmer que la croissance du produit fiscal a battu de vitesse la hausse du produit matériel? Sous les règnes de Philippe V et de Ferdinand VI, le prélèvement royal absorbait moins du septième du produit brut. L'arrivée de Charles III et de Gálvez bouleversa les règles du jeu; le produit fiscal fit plus que tripler son poids, tandis que son vis-à-vis ne parvenait pas à le doubler. La surcharge fiscale écrasa une économie apparemment moins dynamique qu'à l'époque de la frugalité impériale.

A partir de 1765, le fisc passe à l'attaque sur tous les fronts. Un coup décisif est porté contre les formes coutumières de l'*alcabala*. A l'affermage jusqu'alors général, la Couronne substitue progressivement le faire-valoir direct; aux corps de marchands et d'échevins succèdent des escadrons de percepteurs et de gratte-papier. Le passage d'un système à l'autre se traduit par un bond des recettes. A Zamora, par exemple, le dernier arrentement avait rapporté 6 175 p. annuellement; l'administration en obtiendra 37 500 net. Dans la région de Celaya, le nouvel administrateur perçoit 1 296 p. d'*iguales* en 1777; son prédécesseur en ramassait pour moins de 130 p. Simultanément, d'autres fonctionnaires procèdent à un remue-ménage d'égale envergure chez les tributaires. Dans le district de San Luis Potosí, le tribut rendait moins de 3 000 p. jusqu'en 1766; l'année suivante, il atteignit 15 000, grâce à la mise à contribution des gens de Guadalcázar.

Ces cas — on aurait pu les multiplier — signalent le danger d'une déduction du mouvement économique ou démographique d'après la courbe des recettes fiscales. Des mutations interviennent à certains moments quand se modifient les rapports de forces entre société et fiscalité; les instruments de mesure se détraquant, il devient inadmissible de raccorder les séries sans discussion. C'était pourtant pratique courante chez les statisticiens du temps,

qui diagnostiquaient, sur la foi de chiffres alignés en tableaux, d'heureuses croissances des hommes et de la production. La prospérité générale se devait d'accompagner l'enrichissement du Prince. Les historiens contemporains ont succombé au même mirage idéologique.

Le développement des échanges

En ce qui concerne les échanges, des changements importants semblent être intervenus au cours du siècle sans qu'on puisse aisément les mesurer. La poussée démographique, l'élan minier, l'essor urbain ont sans doute élargi la clientèle de façon plus que proportionnelle à l'augmentation de la production agricole. Un prébendier écrivait en 1706 que la plupart des biens dîmés se vendaient à crédit, "parce que peu nombreux étaient les riches à en faire le commerce et encore moins les grandes places pour leur consommation et leur trafic." Or, la mentalité de parieurs qu'affichent les fermiers décimaux dans les dernières décennies s'appuie sur une économie de plus en plus axée sur l'échange et manoeuvrée par des occasions de gains. La riziculture connaît une expansion remarquable dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Tard venue, la culture du coton se révéla un grand succès. Que ce soit pour le sucre, l'indigo, le piment ou le blé, l'agriculture du Centre-Ouest démontre sa capacité à répondre aux sollicitations de la conjoncture.

Selon toute évidence, on assiste au cours du dernier quart du XVIII^e siècle à un épaississement et à une diffusion des flux commerciaux. Si les revenus de l'*alcabala* sont un bon indicateur de l'animation des échanges, en une quinzaine d'années, au tournant du siècle, la valeur du trafic saisi par le filet fiscal double à Querétaro et triple pour le Michoacán. Un fonctionnaire de l'*alcabala* assidu depuis 24 ans à la foire de San Juan de los Lagos notait en 1782 que jamais il n'avait vu pareil rassemblement de commerçants et de colporteurs; le chiffre d'affaires ne dépassait pas naguère les 60 000 p.; la multiplication récente des transactions résultait selon lui de "la succession des temps, de l'accroissement de la population et d'une plus grande mobilité des gens". Les opérations portaient sur plus d'un million de pesos en 1792; les ventes au comptant s'élevaient à 500 000 et les achats à tempérament se montaient à 700 000.

Le XVIII^e siècle voit se développer, à côté des opérations apparentées au troc pour lesquelles l'intermédiaire monétaire sert uniquement à mesurer la valeur des biens échangés, une importante circulation de lettres de change (*libranzas*). Au début du siècle, certaines dîmeries du Bajío transmettent à Valladolid des billets (*vales*); cent ans plus tard, la lettre de change est devenue le moyen pratique de transférer le produit décimal de Tecpan à Valladolid. En 1806-1807, la trésorerie de Valladolid envoie 810 962 p. à Mexico pour la *consolidación de vales*: 60% de ce montant est transmis sous

forme de lettres de change. Néanmoins, le virement de partie, fondé sur le crédit réciproque, demeure le mode de règlement le plus fréquent tout au long de la période. On estime au début du XIX^e siècle que le système de compensation recouvre les deux tiers des transactions. Chacun inscrit ses dettes et ses créances, collectionne des billets, des reconnaissances de dettes (*vales*) qui circulent à la manière d'un papier-monnaie. L'activité économique ne se maintient à flot que grâce au jeu de dettes actives et passives que nous révèlent les inventaires après décès. Les papiers de succession, en effet, font ressortir la médiocrité des encaisses monétaires. On s'attendrait à rencontrer des amas d'espèces dans les fortunes marchandes: on y trouve avant tout du papier. Les grands maîtres de l'argent sont les négociants liés au commerce international et dont le pouvoir repose sur le quasi-monopole de la monnaie métallique.

Une incursion dans l'histoire des prix déboucherait sur une constatation importante: notre région n'a pas connu cette montée allègre des prix, si caractéristique de l'Europe du XVIII^e siècle. Il s'y perpétue plutôt une conjoncture nerveuse, traversée d'accès de fièvre, de moments d'affaissement, de phases d'anémie. Aucun élan d'ensemble ne sous-tend cette succession de crises cycliques, très vite résorbées, surtout visibles sur le front céréalier. Pourtant, à partir du dernier quart du XVIII^e siècle, un mouvement de hausse semble s'enclencher. Le maïs mène le jeu, entraînant à sa suite les autres articles. Les prix ne retrouvent plus, passé l'accident climatique qui les met en branle, les bas niveaux d'autrefois. Et certaines catégories sociales réagissent, plume à la main, devant ce phénomène qu'elles jugent nouveau. La hausse, jadis cyclique, désormais tendancielle, du moins à court terme, préoccupe les contemporains. La littérature du temps en impute la faute aux accaparements, aux spéculations, aux monopoles. On ne saurait lui donner tort.

Leçons et suggestions

Ce rapide survol des changements intervenus au Centre-Ouest entre 1700 et 1810 invite à remettre en question l'interprétation à la fois unilinéaire et triomphaliste du XVIII^e siècle mexicain. C'est admettre que le Centre-Ouest puisse témoigner pour la Nouvelle-Espagne, tout originale qu'ait été son évolution de part et d'autre du río Lerma aux siècles précédents. Il aurait seulement vécu de façon plus intense que les autres régions ce dimorphisme observé après 1765 entre population et production d'une part, fiscalité et commerce d'autre part.

Une première leçon concerne la périodisation. "Le XVIII^e siècle commence au XVII^e", pour reprendre le mot d'un historien à propos de

l'Angleterre. Des travaux récents sur l'Amérique latine donnent de plus en plus de poids à cette idée. MacLeod détecte les premiers signes d'une récupération démographique et économique de l'Amérique centrale vers 1680-1690; Carmagnani repère aussi dans ces décennies le début de certaines transformations qu'il observe au Chili, mais qui ont leurs causes au Pérou; ces années enfin marquent au Brésil la transition d'une économie sucrière, frappée par la concurrence antillaise, au "cycle de l'or". Au moment même où s'amorce l'effondrement potosien longtemps contenu, des signes de résurgence pointent sur l'horizon mexicain. Les émissions monétaires retrouvent vers 1690 le niveau des années 30 et Zacatecas connaît un second boom entre 1670 et 1690. Des indices témoignent de la naissance d'un nouveau cycle minier à Guanajuato: autour de 1685, coup sur coup et de façon indépendante, des villages du Michoacán sollicitent une exemption d'embauche forcée pour les mines du Guanajuato; les employeurs se disputent la main-d'oeuvre; de puissants marchands consentent des prêts; on assèche de vieux puits. Simultanément la dîme atteint des niveaux qui ne seront rejoints que trente ans plus tard; les mauvaises récoltes de 1692 et de 1696 exaspèrent d'autant plus fortement les prix que la renaissance minière toute récente apporte une pression additionnelle sur la demande face à une offre dérégulée, entretenant ainsi la cherté pendant plusieurs années. P. Chaunu a montré l'extraordinaire relance du grand commerce d'Extrême-Orient entre 1680 et 1715 qu'alimente le trafic de l'argent mexicain.⁷

La reprise du mouvement commercial à l'échelle mondiale au tournant du XVII^e siècle coïncide en Europe occidentale avec l'intensification des rivalités économiques qui opposent la France à la Hollande, puis à l'Angleterre. Celles-ci ont pour principal enjeu la participation des grandes puissances à l'héritage escompté du vaste empire espagnol et le contrôle de larges marchés qu'appelle l'élargissement en cours de la production. L'élan économique centré sur les Provinces-Unies et l'Angleterre s'accompagne, toujours dans les années 1680-1715, d'une effervescence intellectuelle que P. Hazard a justement baptisée "la crise de la conscience européenne": la source des innovations spirituelles se déplace vers le nord. Voilà autant de notations qui soulignent comment l'histoire de l'Amérique latine, espace dominé au sein d'un système mondial, ne se comprend pas dans ses grandes inflexions sans référence à l'histoire de l'Europe atlantique.

Cette vérité se trouve à nouveau confirmée vers 1760 quand s'ouvre une nouvelle ère pour la Nouvelle-Espagne et aussi pour l'Occident. Une récession s'abat alors sur le Mexique. La courbe des frappes monétaires s'aplatit et régresse entre 1753 et 1767; la production minière plonge à Guanajuato, Bolaños, Guadalcázar, Zacatecas; seule la découverte récente de nouveaux filons a permis d'éviter le pire. La dépression minière entraîne

également la mévente des produits agricoles; à Mexico, à Puebla, dans tout le Centre-Ouest, le fléchissement des prix dure une dizaine d'années.

Le reflux mexicain dérive d'une crise commerciale et s'inscrit dans une conjoncture mondiale. 1760 marque un retournement dans la production jusqu'alors ascendante de l'or brésilien. Les envois de métal blanc à Canton depuis l'Europe diminuent de moitié entre 1756 et 1762 avant d'enregistrer un niveau record dans la période 1763-1769. A cette récession interséculaire, contemporaine de la guerre de Sept Ans, succédera une phase de croissance qui assurera, en Occident, avec des décalages suivant les pays, le triomphe de la grande industrie et du capitalisme. Les métropoles mettent à l'essai de nouvelles politiques coloniales: le "second Empire britannique", en gestation dès les années 1760, réalisé après 1783 et caractérisé par une plus grande centralisation ainsi que par l'uniformisation des institutions coloniales sur le modèle métropolitain, trouve son parallèle ibérique dans la "seconde Conquête". En Espagne comme au Portugal, tout le train de réformes mis de l'avant sous Charles III et sous Pombal traduit et facilite à la fois le renforcement de l'Etat et la montée d'une bourgeoisie nationale industrialisante face à une oligarchie marchande vouée au commerce "extra-national". Alors seulement cherchera à s'implanter un mercantilisme hostile aux "manufactures" coloniales.⁸

Seconde leçon: le réformisme bourbonien, loin de représenter comme en Espagne la mise à profit d'un essor des forces productives, a signifié pour la Nouvelle-Espagne le renforcement de son statut de marché colonial et a contribué au durcissement des structures sociales.

Le produit fiscal brut a plus que septuplé en l'espace d'un siècle, passant de 3 millions de pesos en 1712 à 6 millions en 1764, puis à plus de 22 millions en 1798, augmentation sans commune mesure avec la montée de la population et de la production. La portion transférable hors de la colonie oscillait entre 40 et 60% — dans la première moitié du siècle, elle fut inférieure au tiers —, l'autre portion étant absorbée par l'achat de matières premières (tabac, mercure, salpêtre, etc.) ou par les frais de perception, et par les dépenses administratives ou militaires. Comme l'extraction portait sur la partie monétarisée, cela entraînait une hémorragie de pièces de huit qui, combinée au déficit de la balance commerciale, aboutissait à étrangler la circulation monétaire. La Nouvelle-Espagne en vint à offrir ce paradoxe: plus elle augmentait ses émissions monétaires, moins elle conservait d'espèces pour son circuit interne.⁹

La Couronne avait bien compris le mécanisme. Son intervention au profit de l'industrie minière à partir de 1765 est étroitement liée aux réformes

fiscales en cours. La multiplication des revenus royaux dépendait en grande partie d'un accroissement de la production métallique de façon à rendre possible le transfert des impôts et des profits des nouveaux monopoles sans priver la colonie de ses instruments de paiement indispensables au maintien de sa capacité d'importation. La vente au rabais du mercure et de la poudre jointe à un meilleur approvisionnement, les exemptions consenties à certaines entreprises, les privilèges concédés aux *mineros*, contribuèrent à réduire les coûts de production de l'argent-métal; il en résulta une baisse du prix de l'argent qu'exprime la hausse générale des prix-argent, même au Mexique, malgré la faible circulation monétaire.

Le développement des échanges internationaux se traduit par un resserrement des liens de dépendance. Tous ceux qui participent au circuit monétaire — *comerciantes, mineros, alcaldes mayores* et *hacendados* — sont hostiles à son élargissement; si la pénurie d'espèces leur porte préjudice dans leurs relations avec les puissants *mercaderes*, elle leur profite dans leurs rapports avec les laissés-pour-compte du circuit. Ils s'érigent en intermédiaires obligatoires entre le secteur monétaire et le secteur naturel, entre le monde occidental et les ressources coloniales. Ils dominent d'autant mieux les mécanismes des prix et des salaires que la monnaie est rare; la répartition du crédit leur assure une emprise sur les producteurs. Pour l'immense majorité, l'origine du numéraire est localisée dans des relations de domination. Il lui faut de la monnaie pour acquitter le tribut, pour payer le loyer d'une case, d'une parcelle ou d'un attelage, pour défrayer le coût d'une cérémonie religieuse. La course aux espèces tourne toujours au désavantage des masses intégrées le plus souvent dans une économie-nature: elle devient l'instrument clé d'une pratique coercitive visant à obtenir des biens et des services au rabais. Les occasions de vente se multipliant, l'usure et l'accaparement deviennent des activités de plus en plus lucratives et tentantes. L'élan commercial de la fin du XVIII^e siècle avive la spéculation. L'accaparement des vivres, le stockage des grains, l'universalité de l'usure: tels sont les thèmes que ressassent les *Gazetas de México* et le *Diario de México*.

Plusieurs indices font croire à une dégradation des conditions de vie chez les classes populaires. Les mentions d'épidémies et de chertés alimentaires se multiplient après 1760, la croissance démographique se ralentit dans plusieurs régions (Mixteca Alta, Tlaxcala, Bajío), la mendicité et le banditisme s'accroissent au dire des autorités préoccupées de combattre l'oisiveté; l'offensive de la rente — le loyer d'une fanègue double en maints endroits — et la montée des prix ne s'accompagnent pas d'un relèvement des salaires ruraux; le développement rapide du métayage et du fermage dans le Centre-Ouest traduit la généralisation de l'agriculture de tenure. L'expansion

du marché agricole provoque une érosion des droits traditionnels sur le sol; les *hacendados* affirment par la menace d'éviction leur prérogative de propriétaires contre des locataires qui du fait d'une occupation ancienne et héréditaire ont développé une mentalité emphytéotique. L'endettement et son corollaire, le servage pour dettes, se généralisent dans les campagnes et dans les mines. L'Etat espagnol, tout en prêchant la supériorité de la main-d'œuvre salariée et libre, est amené, pour des motifs plus fiscaux que policiers, à durcir les cadres dans lesquels s'exercent les contraintes sociales parce que la mobilité des travailleurs eût lésé les intérêts de la classe propriétaire et limité le volume du surplus transférable vers la métropole. Les différences ethniques s'exaspèrent. Par la chasse aux tributaires, l'Etat exacerbe le culte de la différence et cristallise le schéma de société de castes dans les représentations collectives, facilitant et justifiant à la fois la dépendance et l'exploitation des classes ainsi identifiées par le masque de l'apparence extérieure. L'insinuation de métissage sert d'arme de concurrence sociale entre ceux qui entretiennent des rivalités ou des litiges.

Multiplicateur de pauvreté, créateur de disparités, moteur d'enrichissement minoritaire, l'expansion se développa dans la seconde moitié du XVIII^e plus que dans la première à l'intérieur d'un réseau de contrôles. L'extension du marché mondial au second XVIII^e siècle s'accompagne d'un durcissement des contraintes sur les travailleurs à la périphérie au moment même où celles-ci se modifiaient au centre avec la désintégration du mode de production féodal. Cette situation n'est pas sans rappeler l'épisode du second servage en Europe orientale entre les XVI^e et XVIII^e siècles comme forme d'adaptation d'une économie aux sollicitations venues de l'Europe de l'Ouest. La féodalisation découlait, en Amérique espagnole comme en Europe orientale, d'un élargissement des échanges. La contrainte était nécessaire au fonctionnement du système colonial et à la formation d'un surplus exportable. Parce que le marché colonial était la négation du marché national, l'essor commercial du XVIII^e siècle ne constituait sur place que le support d'un secteur capitalistique (la sphère des relations couvertes par le capital marchand et financier) et non la rampe de lancement du capitalisme.

NOTES

¹ Eduardo Arcila Farias, *El siglo ilustrado en América; reformas económicas del siglo XVIII en Nueva España*, (Caracas, 1955), particulièrement p. 255.; D.A. Brading, *Miners and Merchants in Bourbon Mexico, 1763-1810*, (Cambridge, Mass., 1971).

² Alexandre de Humboldt, *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*, (5 vol., Paris, éd. 1811).

³ D.A. Brading, *wop. cit.*, pp. 224-225; Peter Gerhard, *México en 1742*, (Mexico, 1962), pp. 21-28; Josef Villaseñor y Sánchez, *Theatro americano*, (4 vol., Mexico, éd. 1952); A.G.I., Indiferente 107 conserve des pièces du recensement. Exemples de nonconcordance: Pénjamo

HISTORICAL PAPERS 1975 COMMUNICATIONS HISTORIQUES

aurait 2 135 familles, alors que Villaseñor inscrit 323; au lieu des 1 210 familles de Rincón, on lit 335.

⁴ Tabl. I Accroissement démographique par périodes (1742-1810): population pascalisante.

	échantillon: N paroisses	en début d'observation	en fin d'observation	gain en %	taux annuel d'accr.	temps de doublement	moyenne des taux
1742/47-1760	19 (22%)	68 354	93 994	37	2,12	33	2,91
1760-1768/72	35 (20%)	84 697	102 841	22	1,82	38	2,24
1760-1778/85	12 (10%)	44 191	69 178	54	1,82	38	2,06
1760-1792/95	40 (23%)	97 753	141 260	45	1,13	60	1,50
1760-1797/01	32 (23%)	97 852	160 431	64	1,31	54	1,39
1760-1806/10	10 (8%)	35 374	73 912	109	1,52	46	1,41

L'espace me manque pour faire une description et une critique des sources variées utilisées pour la reconstitution du mouvement démographique et pour exposer les méthodes employées. Tous ces points sont traités en détail dans ma thèse de doctorat, *Croissance et disparités sociales dans une économie coloniale: le Centre-Ouest mexicain au XVIII^e siècle*, (Paris, 1974), dont sont tirés les matériaux quantitatifs reproduits et commentés dans cette étude.

⁵ Pour le Chili central, cf. Marcello Carmagnani, "Colonial Latin American Demography: Growth of Chilean Population, 1700-1830," *Journal of Social History*, I, (1968), pp. 179-191; le cas de la Nouvelle-Galice se trouve exposé dans Sherburne F. Cook et Woodrow Borah, *Essays on Population History*, (2 vol., Berkeley, 1971-1974), I, pp. 300-375.

⁶ La courbe en pointillé sur le diagramme représente une correction suite à l'amputation de 3 dîmeries vers 1795.

⁷ Murdo J. MacLeod, *Spanish Central America; A Socio-Economic History, 1520-1720*, (Berkeley, 1973); Marcello Carmagnani, *Les mécanismes de la vie économique dans une société coloniale: le Chili, 1680-1830*, (Paris, 1973); Frédéric Mauro, *Le Portugal et l'Atlantique au XVII^e siècle*, (Paris, 1960) et Charles Boxer, *The Golden Age of Brazil, 1695-1750*, (Berkeley, 1962); Pierre Chaunu, *Les Philippines et le Pacifique des Ibériques*, (2 vol., Paris, 1960-1966), repris avec cartes et graphiques dans *La civilisation de l'Europe classique*, (Paris, 1966), pp. 373-377.

⁸ Pour le Brésil, cf. Frédéric Mauro, *Nova História e Nova Mundo*, (São Paulo, 1969), p. 259; Louis Dermigny, *La Chine et l'Occident; le commerce à Canton au XVIII^e siècle*, (3 vol., Paris, 1964), II, p. 744. Kenneth R. Maxwell, *Conflicts and Conspiracies; Brazil and Portugal, 1750-1808*, (Cambridge, Mass., 1973) constitue une excellente analyse de la dialectique métropole-colonie et des conflits inter-impérialistes. Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, (3 vol., Paris, 1962), III, montre comment le commerce d'Amérique a stimulé, après 1760, le développement industriel catalan.

⁹ Les statistiques fiscales sont tirées des "Noticias de Nueva España en 1805" reproduites dans *Descripciones económicas generales de Nueva España, 1784-1817*, comp. par E. Florescano et I. Gil, (Mexico, 1973), pp. 207-214.

Gr. 2 Mouvement des revenus décimaux dans le diocèse
du Michoacán: 1680-1810
(en milliers de pesos)

Gr. 3 Mouvement de la production minière
(en milliers de pesos)

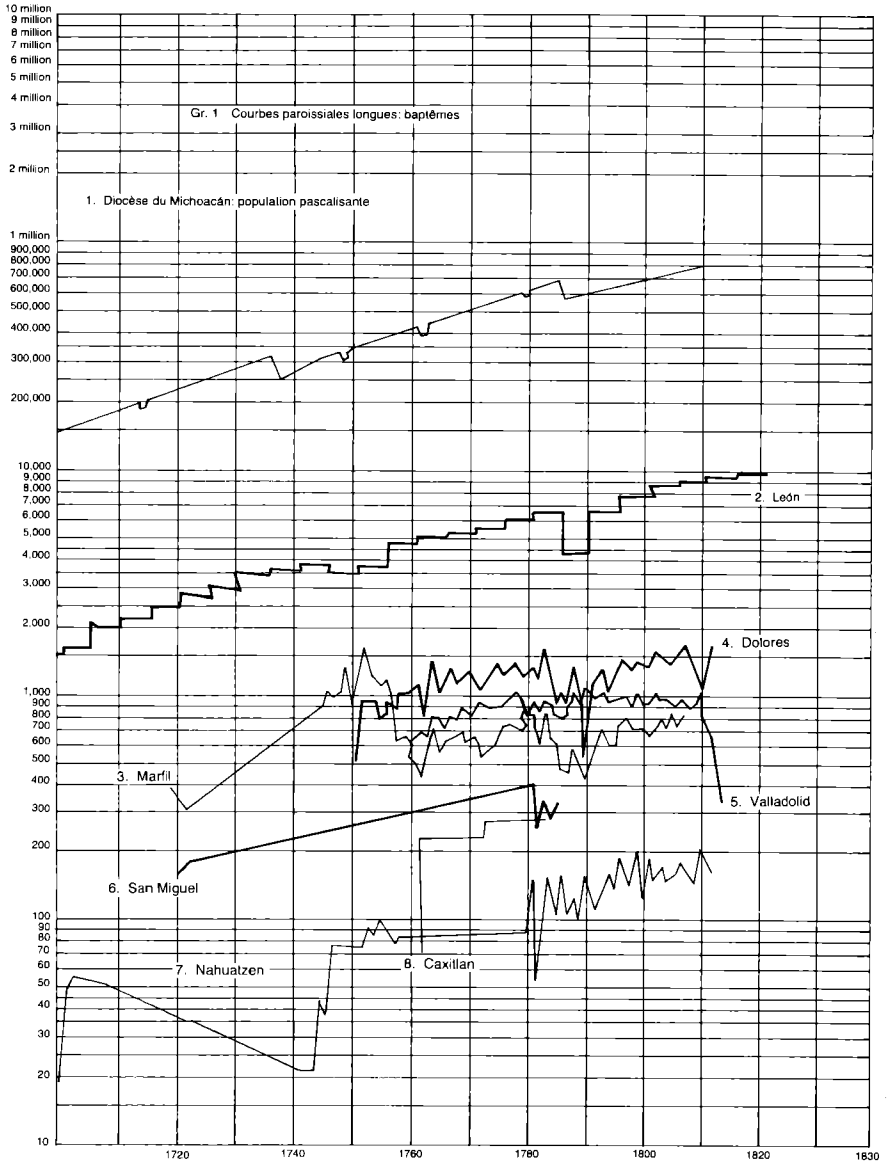
- I. Valeur des frappes monétaires à l'Hôtel
des Monnaies de Mexico
- II. Valeur de la production minière du district
de Guanajuato
- III. Valeur de la production minière de la
Valenciana

. moyenne mobile sur 9 ans
- - - - - droites d'accroissement

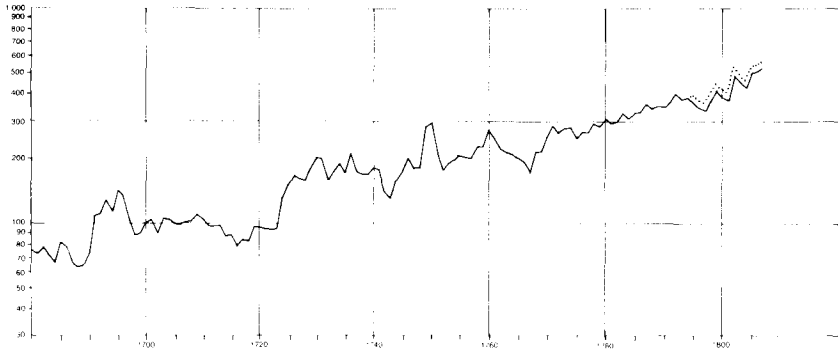
Gr. 4 Mouvement du produit fiscal
(en milliers de pesos)

- I. Guanajuato (1715-1800)
- II. Michoacán (1788-1802)

HISTORICAL PAPERS 1975 COMMUNICATIONS HISTORIQUES



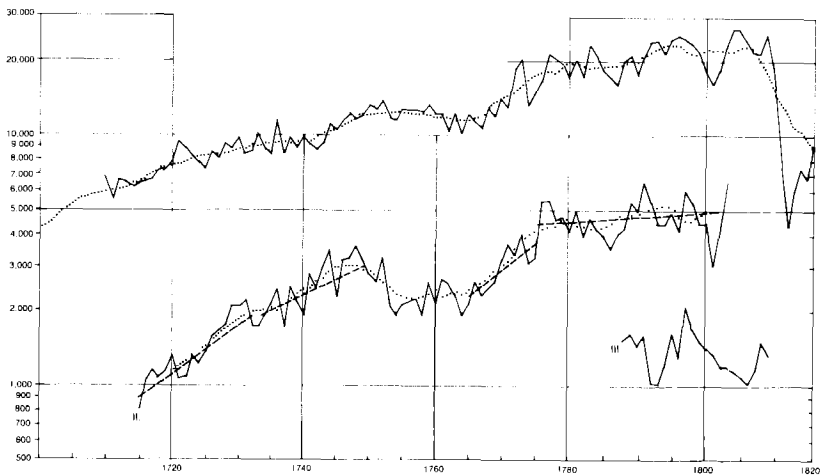
Gr. 2 Mouvement des revenus décimaux dans le diocèse
du Michoacán: 1680-1810
(en milliers de pesos)



Gr. 3 Mouvement de la production minière
(en milliers de pesos)

- I. Valeur des frappes monétaires à l'Hôtel
des Monnaies de Mexico
- II. Valeur de la production minière du district
de Guanajuato
- III. Valeur de la production minière de la
Valenciana

. moyenne mobile sur 9 ans
- - - - droites d'accroissement



Gr. 4 Mouvement du produit fiscal
(en milliers de pesos)

I. Guanajuato (1715-1800)

II. Michoacán (1788-1802)

